

Brochure n° 3154

**Conventions collectives nationales**

**NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

---

**AVENANT N° 6 DU 7 MAI 2008**

**À L'ACCORD RELATIF AUX SALAIRES MINIMA  
CONVENTIONNELS DES CADRES**

NOR : *ASET0850771M*

IDCC : *652*

---

Entre :

La fédération française du négoce des matériaux de construction,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

La fédération commerce, services et force de vente CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant portant sur la grille des salaires minima est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale des cadres de la branche du négoce des matériaux de construction.

**Barème applicable pour la durée légale du travail  
au 1<sup>er</sup> juin 2008**

VP : 5,67 €.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MINIMUM annuelle garantie (RAG)
VI	350	24 210,90
	380	26 286,12
VII	410	28 361,34
	450	31 128,30
	490	33 895,26
VIII	550	38 045,70
	600	41 504,40
	650	44 963,10
IX	680	47 038,32
	750	51 880,50

**Article 2**

*Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension*

Le présent avenant entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> juin de l'année en cours.

Les parties signataires s'engagent dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail à déposer le texte pour extension.

**Article 3**

*Clause de revoyure*

Les parties signataires conviennent de se réunir au cours du mois de septembre de l'année en cours pour réexaminer la présente grille des minima conventionnels.

**Article 4**

*Révision. – Dénonciation*

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

**Article 5**

*Adhésion*

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

## **Article 6**

### *Force obligatoire de l'accord*

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 7 mai 2008.

(Suivent les signatures.)